Compte rendu du Groupe de travail du CTM/CNAS du 1er octobre 2019
Transformation de l'Action Sociale ministérielle

Ce mardi 1er octobre 2019, s'est tenu un GT du CTM/CNAS présidé par la Secrétaire générale des MEF. La délégation UNSA-CGC était composée de Mmes Nadia LEPAGNOL et Françoise DUPONT et de MM Luc DOUMONT et Frédéric LE BRUCHEC.

Nous avons, à nouveau, évoqué la gouvernance des associations sociales du ministère que l'administration voudrait faire évoluer. Après une déclaration liminaire commune à la CGT, Solidaires et l'UNSA/CGC, le groupe de travail a débuté.

Pour mémoire, voici nos lignes rouges sur des évolutions de l'Action Sociale :

- pas de plan social dans les associations,

- pas de baisse des prestations pour les agents,

- pas de baisse globale des subventions,

- améliorer l'offre sociale pour tous nos collègues,

- enfin, pas de dilution dans l'interministérialité, afin de conserver un périmètre Bercy.

Sans doute possible, les documents de travail fournis par l'administration laissent entrevoir, mais sans le dire franchement, une fusion des trois opérateurs historiques de l'Action sociale (EPAF, ALPAF et AGRAF). Cela sans pour autant nous donner la moindre garantie sur le devenir de l'action sociale car le prisme des documents concernant une éventuelle fusion est avant tout juridique …

Malgré la teneur des documents et la présentation faite conjointement par des prestataires privés (un cabinet de conseil en stratégie et un cabinet d'avocats dont l'administration n'a pas voulu nous communiquer le coût des émoluments…), l'administration continue d'affirmer que plusieurs scénarii sont sur la table.

Cependant, notre ressenti est que la fusion des opérateurs tient la corde…sans pour autant être totalement acquise …Face au peu d'entrain des Fédérations à s'engager dans les processus d'évolution présentés, la Secrétaire générale a proposé in fine que des réunions bilatérales puissent se tenir entre les Fédérations et le cabinet d'audit. D'ores et déjà un futur GT est programmé pour le 26 novembre…

Bref, rien de vraiment précis, rien de véritablement arrêté, sauf une impression que les agents et les cadres pourraient y perdre prochainement !

Les fédérations UNSA et CGC se refusent à tout dogmatisme, sans pour autant être prêtes à tout accepter.

Nos lignes rouges ne changent pas, elles sont claires et nous pensons que l'administration devrait partir des besoins exprimés par le personnel des MEF pour rebâtir une action sociale efficace et profitable pour les personnels de nos ministères.